



INCLUSIVITE DU DIALOGUE POLITIQUE POUR PROGRESSER VERS LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

RECUEIL DE RESSOURCES

Février 2022

Auteurs : Hashim Hounkpatin, CERRHUD, Orokia Sory, RESADE, Cheickna Touré, R4D

Avant d'utiliser ce compendium

Quel est l'objet de ce recueil?

Ce recueil présente un ensemble de produits et d'outils sur l'inclusion du dialogue politique qui ont été développés dans le cadre du projet dénommé plateforme Africaine pour des solutions de financement de la santé (ACS). Le contenu est le résultat de cinq années de travail d'ACS dans différents contextes en Afrique subsaharienne (SSA) avec des acteurs clés qui mènent des dialogues politiques sur la couverture sanitaire universelle (CSU). En développant ce recueil, nous visons à promouvoir l'inclusivité des processus qui se déroulent dans les systèmes de santé en Afrique subsaharienne pour progresser vers la CSU.

Dans ce recueil, nous fournissons au lecteur une compilation de ressources contextualisées qui sont utiles pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer un dialogue politique inclusif pour la CSU.

A la lecture de ce recueil, le lecteur doit s'attendre à comprendre les approches du projet ACS en matière d'inclusivité du dialogue politique et le raisonnement qui sous-tend le développement de chaque outil. De plus, des liens sont fournis pour permettre au lecteur d'accéder facilement à chaque ressource.

À qui s'adresse ce recueil?

Le recueil est conçu (avec et) pour les parties prenantes impliquées dans les politiques et les processus de la CSU en Afrique subsaharienne, telles que les décideurs, les acteurs de mise en œuvre des politiques, les prestataires de services de santé publics et privés, les acteurs des organisations de la société civile, les universitaires/chercheurs qui souhaitent mener et/ou générer des connaissances sur les dialogues politiques inclusifs.

Comment devrait-on utiliser ce recueil?

Ce recueil est structuré en trois sections :

- La première section « **Comprendre l'inclusivité du dialogue politique** » présente quelques concepts clés liés à l'inclusivité du dialogue politique. Elle souligne les objectifs et l'importance d'avoir un dialogue politique inclusif pour atteindre la CSU.
- Dans la deuxième section « **Activités d'inclusion soutenues par ACS** », le lecteur notera les différentes activités de production de connaissances et de renforcement des capacités qui ont

été entreprises par le projet ACS pour comprendre les plateformes/forums de dialogue politique, leur fonctionnement et les domaines à améliorer pour renforcer l'inclusion.

- La troisième section « **Application et enseignements tirés** » présente les enseignements tirés de l'expérience d'ACS en matière de soutien inclusif aux plateformes ou forums de dialogue politique dans ses pays de mise en œuvre.

Pour soutenir l'inclusion du dialogue politique, et en fonction de votre objectif, vous pouvez utiliser indépendamment chacune des ressources mentionnées ci-dessus. Nous vous recommandons de cliquer sur la carte ci-dessous ou de parcourir la table des matières pour trouver la section ou le produit ou l'outil spécifique qui vous intéresse. Après avoir passé en revue la brève présentation de chaque ressource, vous pouvez accéder à la version complète en suivant le lien spécifique qui vous est fourni.

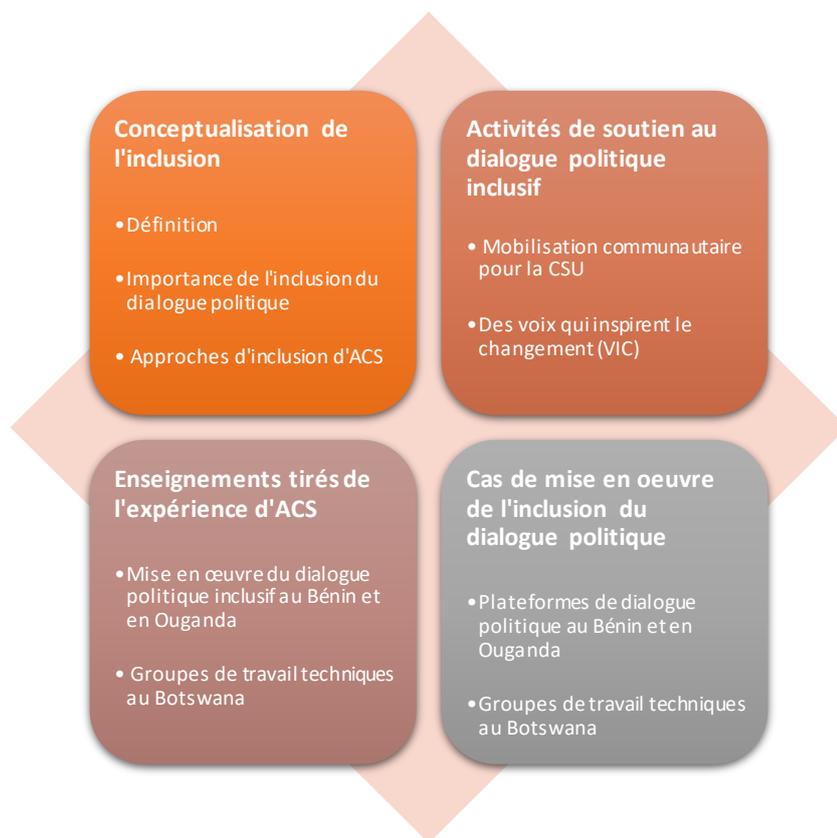


Figure 1: Cartographie des ressources d'inclusion du dialogue politique d'ACS

Quand est-il indiqué d'utiliser ce recueil?

L'intention qui sous-tend le développement de ce recueil est d'aider les lecteurs à en savoir davantage sur la façon de promouvoir l'inclusion des dialogues politiques sur la CSU et sur la façon de l'améliorer. Les lecteurs peuvent adapter et utiliser les différents outils dans leur propre contexte. Voici quelques situations dans lesquelles ces ressources peuvent être utilisées :

- Des voix qui inspirent le changement (VIC) sont des récits stimulants qui racontent des expériences individuelles pour catalyser le parcours d'un pays vers la CSU. Elles témoignent de la force de l'engagement de l'ensemble des parties prenantes de divers secteurs et de la façon de tirer parti de la richesse de leurs expériences, perspectives et points de vue pour réaliser les soins de qualité, abordables et centrés sur les individus, pour tous. Les récits des VIC peuvent servir de matériel de plaidoyer pour sensibiliser et convaincre les décideurs à faire des efforts délibérés en matière d'inclusion dans le dialogue politique.
- Les protocoles d'étude sont des outils génériques qui peuvent structurer les activités d'évaluation de l'inclusivité des plateformes de dialogue politique. Ils peuvent être utilisés pour documenter les caractéristiques, mandats, fonctions des plateformes ou forums de dialogue

politique et les approches utilisées pour habiliter, faire participer et maintenir une contribution productive des parties prenantes. En adaptant et utilisant ces protocoles pour évaluer le caractère inclusif des forums de dialogue politique, les pays peuvent identifier des points d'action potentiels.

- Enfin, les enseignements tirés de l'expérience d'ACS en matière de soutien au dialogue politique inclusif au Bénin, au Botswana, au Burkina, en Namibie et en Ouganda peuvent constituer des références précieuses pour éclairer une stratégie d'inclusion.

Personnes à contacter

Nous aimerions recevoir vos réactions et commentaires sur ces produits et outils, ainsi que sur l'inclusion du dialogue politique en général. Si vous avez besoin de plus de précisions, veuillez contacter l'un de membres d'ACS ou ses partenaires aux adresses ci-dessous :

- Jean-Paul Dossou: jdossou@cerrhud.org
- Kéfilath Bello: kbello@cerrhud.org
- Hashim Hounkpatin: hhounkpatin@cerrhud.org
- Orokia Sory: osory@resade.org
- Yamba Kafando: ykafando@resade.org
- Allison Kelley: akelley@r4d.org
- Cheickna Touré: ctoure@r4d.org
- Conrad Tonoukouen: ctonoukouen@r4d.org

Section I : Comprendre l'inclusion du dialogue politique

Définition de l'inclusion

La volonté politique d'atteindre la CSU en Afrique subsaharienne a atteint des niveaux sans précédent. Un nombre croissant de pays de la région se sont engagés à œuvrer pour la réalisation de cet objectif, certains d'entre eux ont établi des stratégies de financement de la santé et/ou des plans de mise en œuvre pour faire progresser la CSU. Cependant, la plupart de ces pays se heurtent à des obstacles pour mettre en œuvre des politiques de financement de la santé susceptibles d'améliorer la couverture, d'élargir l'accès et de soutenir la protection financière. Ils ont mis en place des plateformes ou forums de dialogue politique afin d'inciter les différents groupes d'intérêt au sein des systèmes de santé à trouver collectivement des solutions pertinentes pour faire face à ces obstacles.

L'inclusion signifie ici l'implication de toutes les parties prenantes autour d'une question d'intérêt commun, tout en garantissant un espace sûr et démocratique pour que les participants s'engagent et expriment leurs points de vue afin qu'ils soient à la fois co-concepteurs et co-décideurs. L'inclusion des parties prenantes vise à s'assurer que chaque voix compte.

Importance de l'inclusion du dialogue politique

Il est reconnu que le parcours de chaque pays vers la réalisation de la CSU doit être flexible, adaptable et sensible aux priorités politiques, économiques et stratégiques locales, et disposer de solutions réalisables pour surmonter les principaux obstacles. Les progrès vers la CSU nécessitent donc un dialogue politique, sous forme de processus structurés qui rassemblent un large éventail de parties prenantes pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de changements politiques par le biais de discussions, d'ateliers et/ou de consultations fondés sur des données probantes. Le processus d'élaboration de solutions propres à chaque pays doit inclure toutes les principales parties prenantes du pays si l'on aspire à des solutions pertinentes et durables. Cela permet de garantir que les politiques, stratégies et activités de la CSU soient fondées sur les divers besoins de la population et tiennent compte des points de vue de toutes les parties activement engagées. La diversité des points de vue contribue non seulement à la richesse du dialogue politique, mais elle peut également aider à harmoniser des points de vue opposés ou même contradictoires pour atteindre les objectifs communs de la CSU et contribuer à des solutions locales, techniquement valides, politiquement réalisables et socialement acceptables. Par conséquent, les objectifs de la CSU seront atteints plus rapidement si les pays s'appuient sur l'expertise locale et favorisent un dialogue politique inclusif.

Les approches du Collaboratif africain pour des solutions de financement de la santé pour améliorer l'inclusion

Au cours de sa première année, le projet ACS a lancé une vaste consultation dans plusieurs pays, dont le Burkina Faso, le Nigéria, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ouganda, afin d'identifier les défis prioritaires et les domaines clés autour desquels structurer son soutien. L'un des principaux obstacles identifiés à l'avancement vers la CSU dans les pays était l'inefficacité de la participation des membres de la communauté, des universitaires, du secteur privé et des parties prenantes des ministères autres que celui de la santé aux plateformes liées à la CSU, ce qui limitait les contributions des différents acteurs. Il y avait peu de preuves sur la meilleure façon de promouvoir une plus grande inclusivité dans les processus de dialogue pour la CSU dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Par conséquent, les équipes pays d'ACS ont identifié des « champions » au sein des écosystèmes de la CSU qui avaient la capacité de communiquer des informations percutantes pour mobiliser les parties prenantes et plaider en faveur de la CSU. ACS a promu la visibilité de ces champions à travers des récits qui ont mis en lumière leur rôle dans le parcours de leur pays vers la CSU. Aussi, elle a fourni un soutien personnalisé à certains champions afin de renforcer leur capacité à faire valoir efficacement leurs points de vue.

Section 2 : Activités d'inclusion soutenues par ACS

ACS a utilisé différentes approches pour favoriser les efforts d'inclusion dans les pays de mise en œuvre. Cette section décrit les différentes activités d'inclusion qui ont été soutenues par le projet, ainsi que les produits et outils dérivés de chacune de ces activités.

Analyse de l'inclusion des plateformes de dialogue politique au Burkina Faso et au Bénin

ACS a réalisé une étude multi-pays qui a analysé le fonctionnement des plateformes de dialogue politique aux niveaux central, régional et périphérique. L'étude a répertorié 15 plateformes de dialogue politique au Burkina Faso et 8 au Bénin. Elle a identifié les dispositions légales qui établissaient les différents forums, organisateurs et parties représentées, les mandats ou attributions politiques des forums, les thèmes fréquemment discutés, les systèmes de suivi et d'évaluation mis en place pour appliquer les recommandations et les mécanismes de financement qui soutenaient le fonctionnement des plateformes.

L'étude a décrit la variété des parties prenantes représentées lors des dialogues politiques, ainsi que leur niveau de participation réelle à la prise de décision. Elle a également examiné les perceptions des décideurs politiques sur les contributions des parties prenantes et leur sentiment d'inclusion dans les dialogues politiques.

Enfin, l'étude a mis en évidence les fonctions des forums de dialogue politique qui doivent être renforcées pour assurer l'habilitation et la pleine expression de tous les participants. Elle a fourni des recommandations pour améliorer la planification et la conduite des réunions et a souligné les ajustements nécessaires en termes de mécanismes de financement pour une participation inclusive significative et durable aux dialogues politiques pour la CSU. Le rapport complet sur l'inclusivité des plateformes de dialogue politique pour la CSU au Burkina est disponible [ici](#) et le rapport du Bénin [ici](#).

Mobilisation sociale pour la CSU au Burkina Faso

ACS a soutenu la mise en place d'un mouvement social pour la CSU au Burkina Faso qui a commencé par mobiliser les communautés pour lutter contre le COVID-19. Le mouvement a installé des cellules de veille citoyenne, qui ont ensuite été intégrées dans le système national de riposte au COVID-19 aux niveaux régional et national. En outre, le mouvement social pour la CSU a participé activement à l'élaboration du plan national de développement de la santé 2021-2030. Le réseau d'organisations faîtières de la société civile - Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne *DES-ICI* qui a abrité le mouvement social, a également joué un rôle essentiel de plaidoyer auprès des autorités sanitaires nationales et des bailleurs pour assurer son intégration dans le dialogue politique pour la CSU au Burkina Faso.

Le renforcement des capacités était un autre aspect important du mouvement social en faveur de la CSU. Les organisateurs du mouvement ont mené une série d'activités de transfert de connaissances à l'intention des dirigeants communautaires et d'Organisations de la Société Civile (OSC) afin de surmonter les goulots d'étranglement structurels qui entravent les progrès vers la CSU au Burkina Faso. Ce soutien a déclenché des conversations et suscité leurs interactions avec les chercheurs et les communicateurs traditionnels qui ont abouti à l'élaboration collective des messages populaires afin de mobiliser leurs communautés et exiger que la CSU soit considérée comme un droit et que les autorités publiques soit tenues responsables de la rendre accessible. En outre, ces sessions de transfert de compétences ont préparé les dirigeants communautaires à participer à des activités de redevabilité sociale et à dialoguer avec les décideurs politiques par le biais de débats interactifs, de webinaires et de conférences publiques pour faire valoir les points de vue des citoyens sur les politiques sur la CSU. Le rapport d'avancement de la mise en œuvre du mouvement social est accessible [ici](#).

L'initiative des voix qui inspirent le changement (VIC)

VIC est une campagne conçue pour mettre en vedette les voix les moins entendues issues de l'ensemble des parties prenantes de la CSU, pour amplifier leurs récits afin de faire valoir leurs connaissances et leurs contributions au parcours de leur pays vers la CSU. Les parties prenantes ciblées sont des champions de la CSU qui apportent une connaissance unique mais essentielle du système de santé, et en particulier des besoins des diverses populations. L'inclusion de ces voix contribue à de meilleures stratégies de la CSU, plus efficaces et plus équitables.

Tout au long de sa mise en œuvre, ACS a identifié des champions de la CSU au Bénin, au Botswana, au Burkina Faso, en Namibie et en Ouganda et a recueilli leurs récits. Il s'agissait de hauts fonctionnaires du cabinet de Premier Ministre, du ministère de la Santé, d'organismes gouvernementaux, de municipalités ou de cantons, d'agents travaillant pour des bailleurs, de dirigeants d'OSC, de membres d'associations de patients, de représentants du secteur privé, de jeunes activistes, de réseaux d'adolescents ou de femmes, de prestataires confessionnels, de musiciens, d'artistes, etc.

Les canaux de diffusion de ces récits et connaissances étaient les bulletins d'information, les courriels et les médias sociaux (WhatsApp, Twitter, YouTube et Instagram). Parmi les thèmes abordés figuraient l'importance de l'implication des jeunes dans le processus de la CSU, les difficultés d'accès aux soins et services de santé pour les groupes vulnérables et spécifiques (femmes et LGBT), l'égalité des sexes et la redevabilité. Les articles publiés par ACS sont accessibles [ici](#) en Anglais.

Section 3 : Application et enseignements tirés

Application

ACS a aidé les parties prenantes nationales à concevoir ou à remanier des forums de dialogue politique inclusifs au Bénin, au Botswana et en Ouganda.

Élargissement du dialogue politique multisectoriel en Ouganda et au Bénin

En Ouganda, ACS a soutenu la formation d'un comité interministériel (CIM) chargé d'élaborer la feuille de route nationale pour la CSU. Le CIM a servi de plateforme de dialogue politique rassemblant l'expertise de diverses parties prenantes venant de différents secteurs pour coordonner l'élaboration de la feuille de route pour la CSU. Avec le soutien de facilitation d'ACS, le CIM a intégré les besoins des bénéficiaires par la voix de représentants communautaires, tels que l'Organisation Nationale Ougandaise des Consommateurs de la santé (UNHCO), et la feuille de route a servi de document de référence pour le document de politique du secteur privé pour l'inclusion multisectorielle dans la riposte nationale au COVID-19.

Au Bénin, ACS a soutenu la création du cadre de concertation de l'Assurance Maladie (AM-ARCH), une plateforme de dialogue politique au niveau national comprenant des techniciens, des prestataires, des représentants des mutuelles communautaires et des gestionnaires de district sanitaire. ACS a facilité le fonctionnement du cadre de concertation sous la direction de l'Agence Nationale de Protection Sociale – l'organisateur du dialogue politique. Compte tenu du potentiel des prestataires privés pour fournir le panier de services de l'AM-ARCH, ACS a plaidé pour l'inclusion de la plateforme du secteur privé de la santé au Bénin. Après un an de fonctionnement, une modification a donc été apportée à la composition du cadre de concertation afin d'établir un partenariat public-privé plus structuré pour le déploiement de l'assurance maladie au Bénin. ACS a également soutenu une synthèse de littérature pour éclairer les dialogues du cadre de concertation sur les modalités d'engagement des prestataires privés les plus efficaces pour la prestation de services en Afrique subsaharienne. Enfin, ACS a fourni une assistance juridique au cadre de concertation qui a abouti à l'institutionnalisation du dialogue politique autour de l'AM-ARCH.

Élargissement des groupes de travail techniques au Botswana

ACS a fourni un appui technique au gouvernement du Botswana pour réactiver le groupe de travail technique sur le financement durable de la santé et le forum des partenaires du secteur de la Santé. Une partie de la réactivation portait sur l'élargissement de la participation des parties prenantes. ACS a facilité l'expansion du groupe de travail technique afin de mobiliser tous les groupes de parties prenantes pertinents. En outre, ACS a élaboré des notes conceptuelles, des termes de référence et a revu la composition du forum des partenaires du secteur de la santé qui rassemble des parties prenantes de la société civile, du secteur privé, des défenseurs des droits de l'homme et des agences sectorielles d'autres ministères.

Tirant parti de son rôle de facilitateur du groupe de travail, ACS a permis le renforcement de la communication et la collaboration entre les unités de planification du Ministère de la Santé et du Bien-Être et l'Agence nationale de lutte contre le sida et la promotion de la santé, ce qui a conduit à renforcer la planification, l'harmonisation et la coordination des relations de travail. En outre, le renforcement des capacités des acteurs du secteur privé et de la société civile a amélioré leur participation au dialogue sur le financement durable pour la CSU.

Enseignements tirés

Les enseignements suivants ont émergé de l'expérience d'ACS en matière de soutien au dialogue politique inclusif.

- Il existe de nombreuses personnes talentueuses dont l'expérience contribue quotidiennement à rendre les services de soins de santé accessibles et abordables pour leurs concitoyens. Leur contribution à la CSU est inestimable. L'amplification de leur voix et leur implication dans le

dialogue politique est un moyen pratique d'établir une relation directe entre les politiques de santé et l'expérience et les attentes des utilisateurs du système de santé - une voie vers une prestation de soins de santé centrée sur les individus.

- L'inclusion n'est pas pleinement réalisée avec la seule participation. Les organisateurs du dialogue politique doivent s'efforcer délibérément de donner des moyens d'action aux parties prenantes légitimes exclues afin qu'elles puissent exprimer leurs points de vue. Les organisateurs devraient établir des dispositions institutionnelles et des règlements pour que les forums de dialogue politique garantissent la prise en compte de toutes les perspectives dans le processus de prise de décision. Les actions collectives et la redevabilité mutuelle entre les participants au dialogue politique doivent être explicites et codifiées.
- La participation d'un large éventail de détenteurs d'enjeu peut rendre la prise de décision plus complexe. Les organisateurs du dialogue politique peuvent entreprendre une analyse des parties prenantes pour aider à déterminer celles qui devraient participer à la prise de décision réelle, par opposition à celles qui devraient être tenues informées des décisions prises.
- La facilitation est essentielle au dialogue multipartite; elle contribue à des échanges productifs entre les participants au dialogue politique en donnant à chacun une chance égale d'être entendu et en aidant à harmoniser les points de vue opposés voire contradictoires pour faire avancer les objectifs communs de la CSU.

Pour accéder à l'intégralité des travaux d'ACS autour du dialogue politique inclusif, veuillez suivre ce lien <https://r4d.org/acs-making-uhc-dialogue-more-inclusive/>.

Ressources

- [Organiser un dialogue politique sur la CSU plus inclusif : l'institutionnalisation du dialogue politique multisectorielle](#)
- [Des voix qui inspirent le changement](#)
- [Termes de référence pour la facilitation du dialogue politique](#)
- [Intégration des données probantes dans le dialogue politique sur la CSU et la prise de décision](#)
- [Guide pratique pour la conduite d'une revue de littérature](#)
- [Guide pratique pour le développement d'une note de politique](#)
- [Rapport d'étape du mouvement social pour la mise en œuvre de la CSU au Burkina](#)
- [Rapport sur l'inclusion des plateformes de dialogue politique pour la CSU au Burkina](#)
- [Rapport sur l'inclusion des plateformes de dialogue politique pour la CSU au Bénin](#)



Ce recueil est rendu possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de ce recueil relève de la seule responsabilité de Results for Development, Duke, Feed the Children, Amref, Synergos, RAME, RESADE, CERRHUD et UHF et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.